



Décision n° 2018-285

Avis conforme sur travaux, constructions et installations
en cœur de parc soumis à autorisation d'urbanisme

N° de procédure (DP - PC) : DP 006 153 18 P 0026 Pétitionnaire : mairie de VALDEBLORE Nature de la demande : installation de panneaux solaires sur le four communal Localisation : hameau de Mollières, section L parcelle n°309 commune de Valdeblore

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L. 331-26, L.341-10, R.331-19, R.331-67 et R.341-10,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-1 et suivants, R423-62, R424-17 et R424-17

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national du Mercantour, notamment son article 7,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la déclaration préalable DP 006 153 18 P 0026, enregistrée en mairie de Valdeblore le 06 juillet 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 18 juillet 2018,

Considérant que le projet porte sur l'installation de panneaux solaires sur le toit du moulin communal du hameau, afin d'alimenter un dispositif d'éclairage mettant en valeur ce bâtiment, le four ainsi que le lavoir,

Considérant que seul l'éclairage du lavoir pourra avoir une incidence sur l'obscurité nocturne,

Décide :

Article 1-

Le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour donne un avis favorable aux travaux d'installation de panneaux solaires et leur raccordement à un réseau d'éclairage électrique, au niveau du bâtiment cadastré parcelle n°309 section L, hameau de Mollières, commune de Valdeblore

Article 2 :

Cet avis favorable est assorti des prescriptions particulières suivantes, à la charge du pétitionnaire :

2.1. Les gaines et fils électriques seront fixés et dissimulés sur les éléments du bâti et des voiries.

2.2. Un pavage de pierres à joints fins sera réalisé pour dissimuler la saignée en travers de la route.

2.3. Les retouches de maçonneries et d'enduits de façade seront réalisées « à l'identique » des matériaux et des coloris pré-existants.

Les matériaux (sable, ciment, chaux...) seront déposés sur des bâches. Les mélanges seront réalisés sur des bâches étanches. La laitance sera récoltée, décantée et évacuée au titre des déchets de chantier.

2.4. L'intégralité des résidus de matériaux et des autres déchets du chantier seront collectés et stockés au niveau des dispositifs existants en amont du hameau, pour être évacués hors du Parc.

2.5. Extinction nocturne des lumières du lavoir.

Article 3 :

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition à la déclaration préalable.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Le pétitionnaire est tenu d'adresser au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, la copie de la déclaration de commencement de travaux.

Article 4 :

Les agents du Parc national du Mercantour ainsi que les agents assermentés et commissionnés compétents en la matière sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions du présent avis.

Une copie du présent avis sera affichée sur le lieu des travaux et présentée à toute réquisition desdits agents.

Article 5 :

Le présent avis conforme n'exonère pas des éventuelles autres autorisations qui peuvent être requises au titre de la réglementation du cœur du Parc national, ou des autres réglementations en vigueur.

Il ne vise qu'à limiter l'impact des travaux sur le milieu naturel, les espèces sauvages, le paysage et le caractère du cœur de parc ; il ne peut en aucun cas être considéré comme un engagement de sécurité assuré par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière, notamment en cas d'accident.

Article 6 :

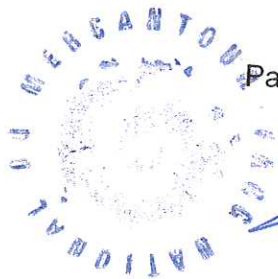
Le non respect des dispositions du présent avis ou prévues par le code de l'environnement expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 :

Le présent avis sera publié au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Il peut être contesté devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 19 juillet 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER